

Chapitre 6:

La norme juridique dans l'Union Européen

La politique environnementale de l'UE repose sur quatre principes fondamentaux : précaution, prévention, correction des atteintes à l'environnement et principe du "pollueur-payeur". L'actuelle Commission européenne propose de nouveaux objectifs plus ambitieux pour la période 2021-2027.

Disposant de peu de ressources européennes, cette politique est surtout mise en œuvre grâce à la création de normes et de réglementations qui permettent un rapprochement des législations nationales afin de **lutter contre le changement climatique**.

Quelles mesures ont-elles été mises en œuvre ?

Le plan "énergie-climat", adopté en décembre 2008, vise à réduire l'émission des gaz à effet de serre (GES), à accroître l'utilisation d'énergies renouvelables et à économiser 20% de la consommation d'énergie d'ici 2020.

En 2014, le nouveau paquet énergie-climat fixe les objectifs de l'UE pour 2030 :

- une diminution de 40% des émissions de GES par rapport à 1990 ;
- une proportion minimale de 27% pour les énergies renouvelables ;
- une amélioration d'au moins 27% de l'efficacité énergétique.

Le programme LIFE+ (instrument financier pour l'environnement) vise spécifiquement à financer des améliorations et des travaux de recherche dans le domaine de la protection de la nature et de la biodiversité, ainsi que la préservation de la qualité de l'air et de l'eau. Il a disposé d'un budget de plus de 3 milliards d'euros pour la période 2014-2020. E, décembre 2020, le Parlement européen et le Conseil de l'UE sont parvenus à un accord pour aller 5,4 milliards d'euros au programme LIFE+ pour la période 2021-2027.

Les objectifs de la politique environnementale de l'UE pour 2030 :

La nouvelle Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen place la politique environnementale au coeur de son mandat. Les objectifs clés pour 2030 sont :

- la réduction des émissions de GES d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990 ;
- la part des énergies renouvelables portée à au moins 32% ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique d'au moins 32,5%.

En décembre 2020, compte tenu de la nécessité de relever son niveau d'ambition climatique, ainsi que l'exige également l'accord de Paris, le Conseil européen a approuvé un nouvel objectif de réduction des émissions à l'horizon 2050 : la neutralité carbone de l'Union européenne.

Historique :

En **1994**, le conseil de l'Europe, pour aider les pays à renforcer leur législation environnementale (notamment nouveaux entrants et pays de l'Europe centrale et orientale) a produit un document type, modèle législatif national pouvant éventuellement être adapté au niveau régional pour les pays fédéraux, dit « loi-modèle sur la protection de l'environnement ».

La réglementation environnementale représente, directement et indirectement, une part importante de la réglementation européenne, qui elle-même dérive le plus souvent de traités internationaux et doit être traduite dans la législation des états-membres (Cette législation conditionne au début des années 2000 80 % de la réglementation nationale des 27 États membres de l'Union dont la France). Cette tendance est née du **traité de Maastricht (1992)**, s'est développée avec le **traité d'Amsterdam (1997)** et s'est encore accentuée après **le sommet de la terre de Johannesburg (2002)**, permettant une mise en cohérence progressive du droit de l'environnement en Europe, accompagné par une action de lobbying des grandes entreprises, et des organisations non gouvernementales, en cherchant notamment à limiter les inégalités environnementales et les distorsions de concurrence que l'application inégale de ce droit pourrait induire.

Aujourd'hui, les grandes entreprises participent le plus souvent à la préparation de la législation européenne. Sur l'environnement en particulier, les groupes d'intérêt (ONG...) et les lobbies (industriels) prennent une part importante dans ce travail préparatoire, qui se fait

après proposition de la commission européenne, dans des comités consultatifs. Ces travaux permettent d'élaborer des livres verts et des livres blancs.

Exemples de livres blancs :

- Responsabilité environnementale, février 2000,
- Stratégie pour la politique dans le domaine des substances chimiques, février 2001.

Exemple de livre vert :

- Responsabilité sociétale des entreprises.

Ces orientations générales permettent ensuite d'élaborer des directives, qui doivent être transposées dans les droits nationaux des États membres de l'Union européenne, et des règlements, qui sont appliqués directement. En vertu de la hiérarchie des normes, le droit communautaire l'emporte en principe sur les droits nationaux des États-membres.

Exemples :

- Règlement : Règlement REACH
- Directive cadre : directive cadre sur l'eau,
- Directives :
 - Déchets d'équipements électriques et électroniques,
 - Directive RoHS
 - Directive oiseaux,
 - Directive habitats,
- Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route etc.

Par ailleurs, les administrations publiques sont tenues de fournir des informations environnementales sur simple demande des citoyens (en Europe en application de

la Convention d'Aarhus et de la directive 2003/4/CE). Cette disposition s'applique de façon variable selon les droits nationaux.

En pratique, les « *contraintes* » environnementales ont un impact très fort sur l'innovation technologique. Un bureau à Séville est chargé de mettre à disposition des entreprises les meilleures technologies disponibles pour la résolution d'un problème environnemental. Le règlement REACH, par exemple, conduit à appliquer ce type de processus dans le cas des substances chimiques.

Les grandes entreprises sont réputés mieux préparées à cette transformation (qu'elles ont parfois contribué à initier) que les petites et moyennes entreprises peuvent, face à la complexification croissante et rapide, rencontrer des difficultés, faute notamment de structure de veille environnementale et juridique. En France, le réseau des chambres de commerce et d'industrie (ACFCI) contribuent donc, via des conseillers, Agences (ex : Ademe en France) et des portails de veille environnementale (ex : Enviroveille) à destination des PME, afin de les informer de l'évolution des contraintes environnementales et des nouvelles solutions.

En France :

Le droit de l'environnement est un droit transversal récent.

Transversal, il parcourt plus d'une quinzaine de codes préexistants et cumule les aspects de droit public et de droit privé. Droit moderne, technique et complexe il fait l'objet, en France, d'un code particulier appelé Code de l'environnement (France), entré en vigueur par l'Ordonnance du 18 septembre 2000.

En **1971** est créé le ministère de l'Environnement, qui subira de nombreuses transformations, d'appellation, d'attributions et de budgets jusqu'à aujourd'hui.

Mais des initiatives telles que la loi sur les Parcs nationaux de 1960 puis de la loi sur l'eau de 1964 ont constitué des avancées marquantes de cette lente reconnaissance pour l'environnement en France, plus tardive au regard d'autres pays occidentaux.

Historiquement, les premiers actes de salubrité publique des villes du Moyen Âge voire des villes gallo-romaines en ont été peut-être les premiers signes de ce droit qui n'est limité à la notion de police administrative relevant du droit administratif. Notons comme possible premier texte dans le droit de l'environnement français, un décret impérial de 1810 qui soumettait à autorisation préalable le fonctionnement des ateliers susceptibles

d'occasionner des gênes pour le voisinage (3 classes possibles d'autorisation). Ce décret s'est appliqué jusqu'à la loi du 19 décembre 1917 qui a remplacé la 3^e classe par la notion de déclaration. La réforme de la Loi Barnier de 1995 a redonné au droit de l'environnement ses premiers principes généraux inscrits au code (art. L 110-1, ex L. 200-1 du Code Rural).

Le droit de l'environnement a connu une consécration constitutionnelle avec la charte de l'environnement, voulue par Jacques Chirac et promulguée le 1^{er} mars 2005 par le Congrès. Celle-ci est réputée créer une troisième génération de droits de l'Homme (après les droits subjectifs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et les droits sociaux et économiques du Préambule de la Constitution de 1946), dont les conséquences juridiques sont encore incertaines.

Un premier pas a été franchi dans ce sens par l'ordonnance de référé-liberté rendue le 29 avril 2005 par le Tribunal Administratif de Chalons en Champagne, dite jurisprudence Teknival, qui pour la première fois reconnaît au "droit à un environnement sain et équilibré" la qualité de liberté fondamentale. La question prioritaire de constitutionnalité (QPC) a également donné une plus grande portée juridique et normative à la Charte de l'environnement.

Enfin, le Grenelle de l'environnement a fait l'objet de deux textes de loi : le « Grenelle 1 », adopté en 2008 par le Parlement, fixe les grands objectifs de la politique environnementale française ; le « Grenelle 2 », met quant à lui en place les éléments concrets du premier texte. Ce dernier fait l'objet de nombreuses critiques, comme celles émises par la fédération d'associations France Nature Environnement (FNE), qui avait participé aux discussions préparatoires, ou celle du chercheur indépendant Jean-Christophe Mathias, qui y voit l'expression d'un droit libéral de l'environnement s'opposant à un droit républicain de la nature qui serait, selon lui, seul à même d'engager une véritable politique publique de protection et de restauration sur le territoire national.

La production de normes juridiques françaises dans le domaine de l'environnement peut aussi dépendre des normes qui lui sont supérieures, à savoir :

- le droit international de l'environnement (plus de 300 conventions ou traités multilatéraux sans compter les accords bilatéraux) ; il peut prendre également le caractère de droit mou, sans imposer d'obligations juridiques.

- compte tenu de l'intégration européenne, le droit communautaire de l'environnement dont la transposition est à la source de plus de 85 % du droit français de l'environnement, exercice de transposition qui n'est d'ailleurs pas toujours bien assuré comme l'a rappelé le Sénat encore en 2006.

Le droit de l'environnement est désormais de plus en plus étudié au sein de master spécialisé dans les facultés de droit. Certaines associations scientifiques ont pour objectif de faire connaître et de développer le droit de l'environnement.

En Suisse :

En 2022, la Suisse dispose d'une douzaine de lois et de 72 ordonnances en matière d'environnement :

- 1875 : loi sur la chasse et la protection des oiseaux (totalement révisée en 1904, 1925 et 1986, loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages) ;
- 1875 : loi fédérale sur la pêche (totalement révisée en 1888, 1973 et 1991) ;
- 1876 : loi sur la police des forêts (totalement révisée en 1991, loi sur les forêts) ;
- 1877 : loi sur la police des eaux (totalement révisée en 1991, loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau) ;
- 1951 : loi sur l'agriculture (totalement révisée en 1998) ;
- 1955 : loi fédérale sur la protection des eaux (totalement révisée en 1971 et 1991) ;
- 1966 : loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage ;
- 1980 : loi sur le Parc national ;
- 1983 : loi sur la protection de l'environnement ;
- 1999 : loi sur le CO₂ (totalement révisée en 2012) ;
- 2000 : loi fédérale sur la réduction du bruit émis par les chemins de fer ;
- 2000 : loi sur les produits chimiques ;

- 2003 : loi sur le génie génétique.

En États-Unis :

La méthode adoptée aux États-Unis sur l'environnement est très différente de celle des Européens continentaux :

- L'environnement est considéré comme un droit mou, c'est-à-dire que les normes n'y ont pas une vraie force obligatoire. On laisse donc les citoyens réfléchir et/ou agir par eux-mêmes. En pratique, cela signifie que le droit fixe des objectifs à respecter et donne peu de normes aux moyens pour y parvenir. Ainsi, la liberté d'action, essentielle aux États-Unis, est conservée à condition que l'objectif soit respecté. Si un parti n'est pas d'accord sur la méthode qu'utilise un autre sur le respect d'un objectif donné il peut le poursuivre devant les tribunaux. La décision fait ensuite jurisprudence, selon le principe anglo-saxon du précédent. Ceci explique l'ardeur des organisations non gouvernementales (ONG) ou des regroupements de citoyens à poursuivre des entreprises dans le but de créer un précédent et, par la même occasion, leur faire payer de très grosses sommes de dommages et intérêts afin de décourager les contrevenants.
- Comme sur d'autres sujets, des réseaux d'influence et des lobbies se constituent, appuyés par des ONG, et étendent leurs ramifications jusqu'en Europe.
- Une fois le sujet environnemental débroussaillé, les Américains définissent des systèmes de normalisation (ISO 14001 sur le management environnemental, future ISO 26000 sur la responsabilité sociale des entreprises...), qu'ils souhaitent imposer comme une norme internationale. Les méthodes de partage de l'information sont stratégiques dans ce processus.
- Ensuite viennent les lois (*acts*), qui peuvent être différentes au niveau fédéral et au niveau des États.

Normes

On ne trouve pas aux États-Unis l'équivalent du code de l'environnement français.

En revanche, les questions d'environnement sont abordées d'une façon totalement transversale par des indicateurs de gouvernance d'entreprise : on ne réduit pas le problème à quelques gaz à effet de serre, mais on cherche à structurer des référentiels à partir de plus

d'une centaine d'indicateurs se répartissant entre l'environnement, le social, l'économique, et la gouvernance, dans la responsabilité sociale des entreprises.

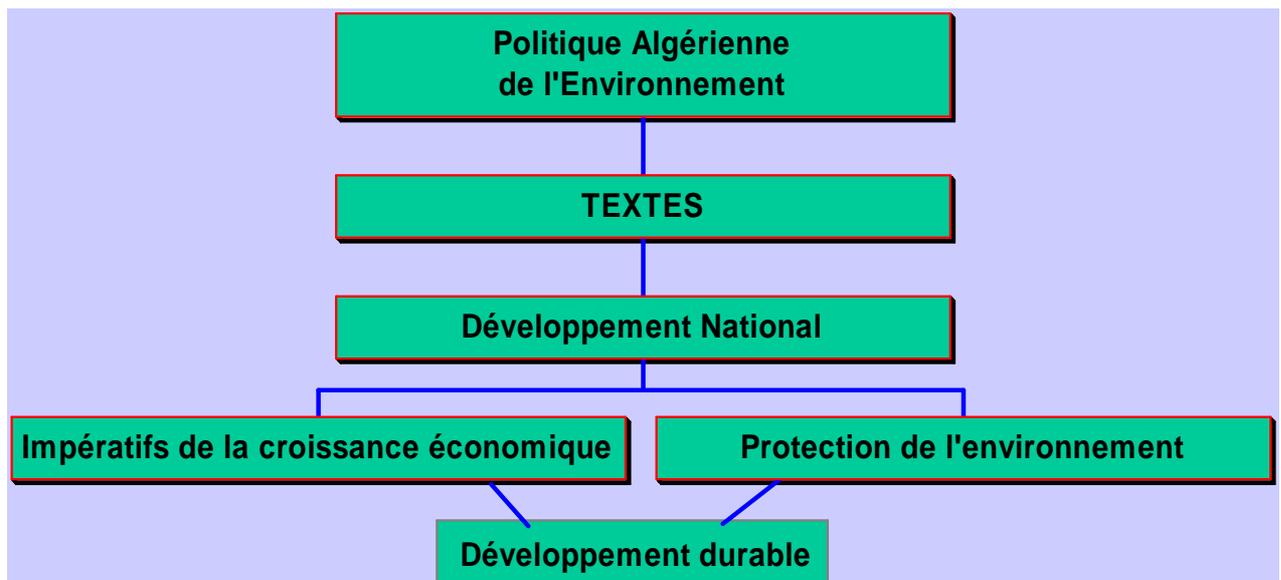
Les informations environnementales sont gérées dans des registres gouvernementaux d'une façon telle qu'elles peuvent être croisées avec des informations à caractère juridique également gérées dans des registres gouvernementaux.

Chapitre 7: La norme juridique en Algérie

Introduction :

Au XXI^e siècle, la protection de l'environnement est devenue un enjeu majeur, en même temps que s'imposait l'idée de sa dégradation à la fois globale et locale, à cause des activités humaines polluantes.

Pour l'Algérie, l'environnement fait partie des préoccupations relativement récentes ; de nombreux textes de lois ont été adoptés ces dernières années. Cette rubrique en les rassemblant présente aux personnes intéressées un recueil exhaustif de tous les textes législatifs relatifs à l'environnement.



1. La législation nationale

La législation nationale émane (élabore et votent des lois) de plusieurs structures, la présidence, les ministères, le Parlement (A.P.N.) le Sénat, la wilaya (les walis) et la commune. En outre, cette législation est appliquée par un ensemble de secteurs de gestions (gestionnaire du patrimoine nationale) entre autre:

La Direction générale des forêts, L'Agence Nationale pour la Protection de la Nature, les Parcs Nationaux, les Conservations des Forêts les Inspections de l'Environnements, la DSA, Les Pêches, l'Hydraulique etc....

2. Les origines d'application

A. Institutions législatives Algériennes

Dans les Etats disposant d'un système législatif bicamériste (à deux chambres), l'assemblée nationale (la chambre basse) et la chambre haute ou sénat.

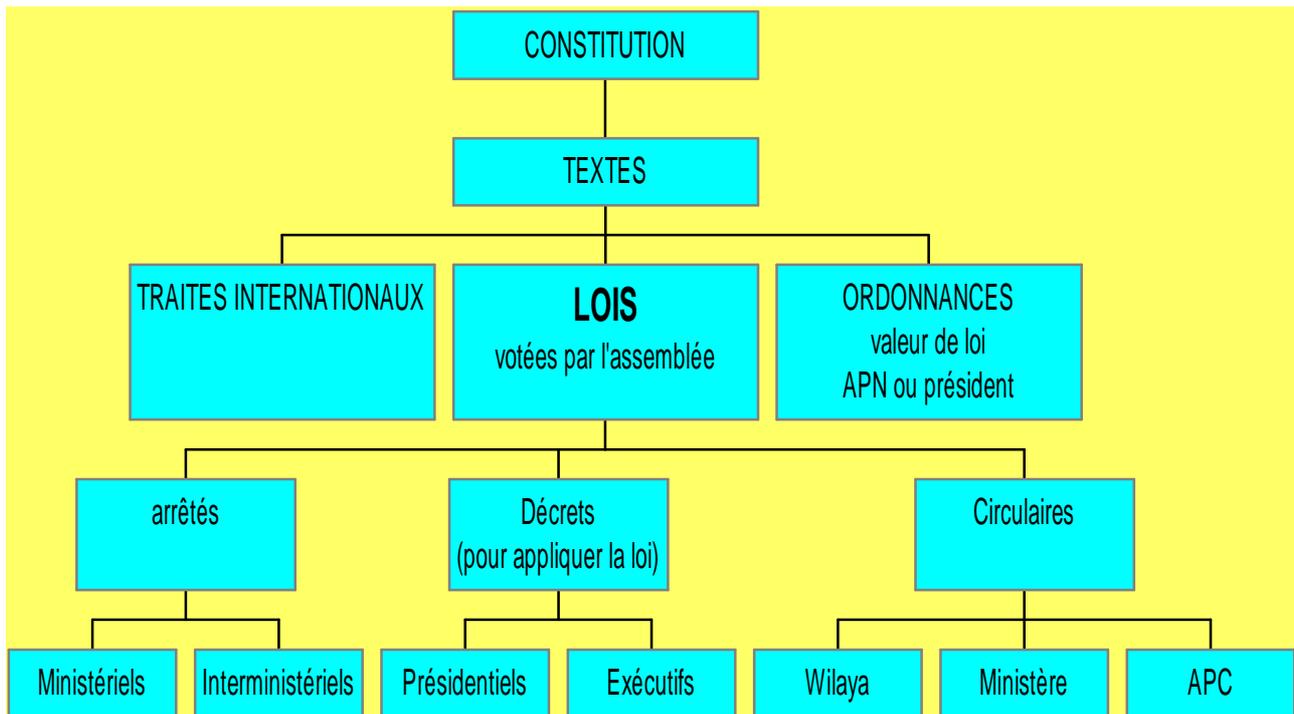
En Algérie : *L'Assemblée nationale populaire « APN »*, est composée de 462 (2012) députés élus pour une législature de 5 ans, et le Conseil de la Nation algérien « CNA » créé par la révision constitutionnelle du 28 novembre 1996. Il repose sur un mode de désignation mixte (suffrage indirect et nomination présidentielle), le conseil compte 144 membres : 96 élus au scrutin indirect et secret (2/3) ; 48 désignés par le Président de la République (1/3).

Le rôle de ces institutions

- Votent des lois proposées ;

Contrôle de l'action gouvernementale : questions écrites ou orales au gouvernement, vote des questions de confiance sollicitées par le gouvernement, vote de motions de censure contre le gouvernement...

- Modification de la Constitution : Si une révision constitutionnelle n'a pas lieu par referendum, elle doit être votée à la fois par l'Assemblée nationale et par le Sénat,
- droit d'initiative et peut déposer des propositions de loi, en fonction des matières, des procédures différentes ont été mises en place.



B. Chronologie des Ministères chargés de la question environnementale

- 1974. Création du *conseil national de l'environnement (CNE)*
- 1977 : Ministère de l'Hydraulique de la mise en valeur des terres et de la protection de l'environnement
- 1981 : Secrétariat d'état aux forêts et à la mise en valeur des terres
- 1983. Création d'une agence National pour la protection de l'environnement (ANPE)
- 1984 : Ministère de l'Hydraulique de l'environnement et des forêts
- 1988 : Ministère de l'intérieur et de l'environnement et Ministère de l'Agriculture
- 1990 : Ministère délégué de la recherche, à la technologie de l'environnement
- 1992 : Ministère de l'éducation nationale
- 1993 : Ministère chargé des universités
- 1994 : Ministère de l'intérieur, des collectivités locales et à l'environnement

- 1996 . *Création d'un secrétariat d'Etat chargé de l'environnement*
- 2000 : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement
- 2007 : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et du tourisme
- 2008 : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et de la ville
- 2012 : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

3. Loi relative a la protection de l'environnement

Elle vise à la mise en œuvre d'une stratégie nationale en la matière ayant pour objectifs

Essentiels:

- l'amélioration de la qualité et du cadre de vie
- la protection et la restauration de la nature et des ressources biologiques,
- la valorisation des ressources naturelles, notamment cynégétiques et piscicoles,
- la lutte systématique contre toute forme de pollution et de nuisance.

Cette loi s'inscrit dans un souci de sensibilisation des planificateurs et des responsables des appareils de production.

-Elle vise aussi à l'éducation et la prise de conscience des citoyens de l'importance de l'environnement et de la nécessité de sa protection.

A ce propos, la loi rappelle dans un premier temps certains principes fondamentaux en matière de protection de l'environnement.

4. Articulation de la loi

La loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement, s'articule comme suit: elle comprend 6 titres et 17 chapitres:

Loi n°83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement.

Le Président de la République,

- Vu la Charte nationale;
- Vu la Constitution et notamment ses articles 151 et 154;
- Vu l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 relative aux zones et aux sites touristiques;
- Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal;
- Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques;
- Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée, portant code de wilaya
- Vu l'ordonnance n° 73-38 du 25 août 1973 portant ratification de la convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel;
- Vu l'ordonnance n° 74-55 du 13 mai 1974 portant ratification de la convention portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;
- Vu l'ordonnance n° 76-4 du 20 février 1976 relative aux règles applicables en matière de sécurité contre les risques de l'incendie et de panique et à la création des commissions de prévention et de protection civile;
- Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique;
- Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime;
- Vu la loi n° 82-02 du 6 février 1982 relative au permis de construire et au permis de lotir;
- Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse;

- Vu le décret n° 63-344 du 11 septembre 1963 portant adhésion à la convention de Londres sur la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures;
 - Vu le décret n° 80-14 du 26 janvier 1980 portant adhésion à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, faite à Barcelone le 16 février 1976;
 - Vu le décret n° 81-02 du 17 janvier 1981 portant ratification du protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, fait à Barcelone le 16 février 1976;
 - Vu le décret n° 81-03 du 17 janvier 1981 portant ratification du protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situations critiques, fait à Barcelone le 16 février 1976;
 - Vu le décret n° 82-437 du 11 décembre 1982 portant ratification du protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977;
 - Vu le décret n° 82-439 du 11 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat de la sauvagine, signée à Ramzar (Iran) le 2 février 1971;
 - Vu le décret n° 82-440 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Alger le 15 septembre 1968;
 - Vu le décret n° 82-441 du 11 décembre 1982 portant adhésion de la République algérienne démocratique et populaire au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, fait à Athènes le 17 mai 1980;
 - Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages, menacées d'extinction, signée à Washington le 3 mars 1973;
- Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,
Promulgue la loi dont la teneur suit:

TITRE

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}: La présent loi a pour objet la mise en œuvre d'une politique nationale de protection de l'environnement tendant à:

- la protection, la restructuration et la valorisation des ressources naturelles,
- la prévention et la lutte contre toute forme de pollution et nuisance,
- l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie.

Chapitre I

Principes généraux

Article 2: La planification nationale prend en compte le facteur protection de l'environnement qui est une exigence fondamentale de la politique nationale de développement économique et social.

Article 3: Le développement national implique l'équilibre nécessaire entre les impératifs de la croissance économique et ceux de la protection de l'environnement et de la préservation du cadre de vie de la population.

Article 4: Dans le cadre de l'aménagement du territoire, l'Etat détermine les conditions d'insertion des projets dans l'environnement et définit les prescriptions techniques et réglementaires relatives au maintien des équilibres naturels.

Chapitre II

Organes d'application

Article 5: Le ministre chargé de la protection de l'environnement met en place les organes chargés de la mise en œuvre de la présente loi.

Il associe les organismes concernés pour une meilleure coordination de l'action de protection de l'environnement.

Article 6: Conformément à l'article 5 ci-dessus, il est créé des corps spécialisés chargés de la protection de l'environnement.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces corps ainsi que leurs attributions sont déterminées par décret.

Article 7: Les collectivités locales constituent des institutions essentielles d'application des mesures de protection de l'environnement. Des textes législatifs ou réglementaires déterminent les modalités de leur participation.

TITRE II

PROTECTION DE LA FAUNE

Chapitre I

De la faune et de la flore

Article 8: La protection de la nature, la préservation des espèces animales et végétales, le maintien des équilibres biologiques et la conservation des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradation qui les menacent sont d'intérêt national. Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel.

Article 9: La protection des terres contre la désertification, l'érosion et la remontée des sels dans les terres à vocation agricole est d'utilité publique. Des textes législatifs ou réglementaires en fixeront toutes les dispositions.

Article 10: Nonobstant les dispositions de la loi relative à la chasse et lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdites:

-la destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur vente ou leur achat;

-la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces ou de leurs fructifications, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat;

-la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales;

-la destruction des sites contenant des fossiles permettant d'étudier l'histoire du monde vivant ainsi que les premières activités humaines.

Article 11: Un décret, pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement, détermine notamment les conditions dans lesquelles sont fixées:

- la liste des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi protégées;
- la durée des interdictions permanentes ou temporaires prises en vue de permettre la reconstitution des populations naturelles en cause ou de leurs habitats ainsi que la protection des espèces animales pendant les périodes ou les circonstances où elles sont particulièrement vulnérables;
- la partie du territoire national, y compris le domaine maritime et les eaux territoriales, sur laquelle elles s'appliquent;
- la délivrance d'autorisation de capture d'animaux ou de prélèvement d'espèces à des fins scientifiques;
- la réglementation de la recherche, de la poursuite et de l'approche, en vue de la prise de vues ou de son, et notamment de la chasse photographique des animaux de toutes espèces et les zones dans lesquelles s'applique cette réglementation ainsi que des espèces protégées en dehors de ces zones.

Article 12: La production, la détention, la cession, à titre gratuit ou onéreux, l'utilisation, le transport, l'introduction quelle qu'en soit l'origine, l'importation sous tous régimes douaniers, l'exportation, la réexportation de tout ou partie d'animaux, d'espèces non domestiques et de leurs produits ainsi que des végétaux d'espèces non cultivées et de leurs semences ou parties

de plantes dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de l'environnement et, en tant que de besoin, du ou des ministres concernés font l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par décret.

Article 13: Sans préjudice des dispositions en vigueur relatives aux installations classées pour la protection d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques de vente, de location, de transit ainsi que l'ouverture des établissements destinés à la présentation et à l'utilisation en public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, font l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements existant à la date de la promulgation de la présente loi dans les délais et selon les modalités fixées par décret.

Article 14: Sont soumis au contrôle de l'autorité administrative compétente les établissements détenant des animaux visés à l'article 12 ci-dessus dont, notamment:

- les établissements définis à l'article 13 de la présente loi,
- les établissements scientifiques,
- les établissements d'enseignement,
- les établissements et instituts spécialisés dans la recherche bio-médicale, dans le contrôle biologique et dans les productions biologiques.
- les établissements d'élevage.

Sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être exercées au titre de la présente loi, des mesures administratives pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'établissement peuvent être prescrites par le ministre chargé de la protection de l'environnement. Un décret précise les modalités d'application du présent article.

Article 15: Toute personne a le droit de détenir des animaux, sous réserve des droits des tiers, des exigences de sécurité et d'hygiène et des dispositions de la présente loi.

Article 16: Des associations peuvent être créés pour participer à la protection de l'environnement. Les modalités de création, de fonctionnement et d'organisation de ces associations sont précisées par décret.

Chapitre II

Les réserves naturelles et les parcs nationaux

Article 17: Des parties du territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées par décret, pris sur rapport du ministre chargé de l'environnement, en parc national ou en réserves naturelles lorsqu'il y a nécessité de conserver la faune, la flore, le sol, le sous-sol, les gisements de minéraux et de fossiles, l'atmosphère, les eaux et, en général, lorsqu'un milieu naturel présente un intérêt particulier qu'il importe de préserver contre tout effet de dégradation naturelle et de la soustraire à toute intervention artificielle susceptible d'en altérer la composition et l'évolution.

Le territoire délimité peut s'étendre au domaine maritime national et aux eaux sous juridiction algérienne.

Article 18: La décision de classement ou de création de réserve naturelle ou de parc national ainsi que leurs modalités d'organisation et de gestion sont prises par décret.

Article 19: La décision de classement ou de création d'une réserve naturelle ou d'un parc national est sanctionnée par l'établissement d'un acte de classement publié par les soins du ministre chargé de la protection de l'environnement au bureau des hypothèques. Cet acte est notifié aux propriétaires et aux titulaires de droits réels portant sur les immeubles classés, dans un délai ne dépassant pas deux mois, à partir de la date de publication.

Cette publication, qui ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor, est faite dans les formes et de la manière prescrite par les lois et règlements concernant la publicité foncière.

La situation de l'immeuble classé est communiquée aux collectivités locales concernées de telle façon que l'acte de classement soit transcrit à chaque révision du cadastre.

Article 20: L'acte de classement visé à l'article 19, peut soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur du parc ou de la réserve toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère du parc national ou de ladite réserve, notamment la chasse et la pêche, les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, minières, publicitaires et commerciales, l'exécution de travaux publics ou privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen employé, la divagation des animaux domestiques et le survol de la réserve ou du parc.

Article 21: L'acte de classement est établi en tenant compte de l'intérêt du maintien des activités traditionnelles existantes dans la mesure où elles sont compatibles avec les intérêts définis à l'article 17 de la présente loi.

Des sujétions particulières à des zones dites « réserves intégrales » peuvent être édictées par décret afin d'assurer, dans un but scientifique sur une ou plusieurs parties déterminées d'un parc national ou d'une réserve naturelle, une protection plus grande de certains éléments de la faune et de la flore.

Article 22: Lorsque le classement comporte des prescriptions de nature à modifier la situation juridique ou l'utilisation antérieure des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain, il donne droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

Dans ce cas, la demande d'indemnisation doit être produite dans un délai de douze (12) mois à dater de la notification de la décision de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par la juridiction compétente.

Article 23: A compter du jour où le ministre chargé de la protection de l'environnement notifie au propriétaire intéressé l'acte de classement, aucune modification ne

peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect, sans autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de l'environnement sous réserve de l'exploitation de ses biens et selon les pratiques antérieures.

Article 24: Les effets de classement suivent le territoire classé, en quelque main qu'il passe.

Quiconque aliène, loue ou concède un territoire classé, au titre de la présente loi, est tenu de faire connaître à l'acquéreur, au locataire ou au concessionnaire l'existence du classement, à peine de nullité.

Toute aliénation, location ou concession doit, dans un délai ne dépassant pas quinze jours, être notifiée au ministre chargé de la protection de l'environnement par celui qui l'a consentie.

Article 25: Le décret de création d'un parc national délimite autour du parc une zone dite périphérique où les diverses administrations publiques prennent suivant un programme défini, toutes mesures pour permettre un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel tout en rendant plus efficace la protection de la nature dans le parc.

A l'intérieur du parc, certaines réalisations et améliorations peuvent être, le cas échéant, également entreprises.

Article 26: Le déclassement total ou partiel d'un territoire classé est prononcé après enquête publique par décret.

Le déclassement est notifié aux intéressés communiqué aux présidents des assemblées populaires communales concernées et publié au bureau des hypothèques de la situation des biens dans les mêmes conditions que le classement.

Chapitre III

Des délits et des peines

Article 27: Quiconque a, sans nécessité, abandonné et publiquement ou non, exercé des sévices graves ou commis un acte de cruauté envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité, est puni d'une amende de 200 à 2000 D.A. et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, les peines sont portées au double.

Article 28: Sont punies d'une amende de 500 à 20.000 D.A., les infractions aux dispositions des articles 10 et 20 de la présente loi.

Les plans nationaux d'urgence sont établis en fonction des facteurs de risques de pollution potentielle.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

Les agents chargés de constater ces infractions peuvent procéder à la saisie des animaux vivants et de leurs produits ou de leurs dépouilles.

Article 29: Sont punies d'un emprisonnement de dix (10) jours à deux (2) mois et d'une amende de 500 à 5.000 D.A. ou de l'une des deux peines seulement, les infractions aux articles 23 et 24 de la présente loi.

En cas de récidive, les peines sont portées au double.

Article 30: Les dispositions de l'article 24 de la présente loi s'appliquent aux sites et monuments naturels créés en application du titre IV de l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux sites et monuments.

TITRE III

PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 31: En cas de crise ou d'urgence de nature à constituer des menaces graves de pollution, de contamination des milieux récepteurs prévus au titre III de la présente loi, sont mis en œuvre de plans nationaux d'urgence.

Les plans nationaux d'urgence sont établis en fonction des facteurs de risques de pollution potentielle.

Des décrets, pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement et des ministres concernés, instituent et déterminent les conditions d'application des plans nationaux d'urgence.

Chapitre I

Protection de l'atmosphère

Article 32: On entend par pollution de l'atmosphère au sens de la présente loi, l'émission dans l'atmosphère de gaz, de fumées ou de particules solides ou liquides, corrosifs, toxiques ou odorantes, de nature à incommoder la population, à compromettre la santé ou la sécurité publique ou à nuire aux végétaux à la production agricole et aux produits agro-alimentaires, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites.

Article 33: Les immeubles, établissements industriels, commerciaux, artisanaux ou agricoles, véhicules ou autre objets mobiliers possédés, exploités ou détenus par toutes personnes physiques ou morales sont construits, exploités ou utilisés de manière à satisfaire aux dispositions prises en application de la présente loi afin d'éviter les pollutions de l'atmosphère.

Article 34: Lorsque les émissions dans l'atmosphère sont susceptibles de constituer une menace pour les personnes ou pour les biens, leurs auteurs doivent mettre en

œuvre toutes dispositions utiles pour supprimer ou réduire leurs émissions polluantes.

Article 35: Les prescriptions visées aux articles 33 et 34 font l'objet d'un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement et des ministres concernés qui déterminent notamment:

- 1° les cas et conditions dans lesquels doit être interdite ou réglementée l'émission dans l'atmosphère de fumées, suies, poussières ou gaz toxiques, corrosifs, odorants ou radio-actifs.
- 2° les délais dans lesquels il doit être satisfait à ces dispositions pour les immeubles, établissements, véhicules et autres objets mobiliers existants à la date de publication de chaque décret;
- 3° les conditions dans lesquelles sont réglementés et contrôlés, aux fins prévues par l'article 33 de la présente loi, la construction des immeubles, l'ouverture des établissements non compris dans la nomenclature des installations classées, prévue à l'article 75, l'équipement des véhicules, la fabrication des objets mobiliers et l'utilisation des combustibles et carburants;

Chapitre II

Protection de l'eau

Article 36: Les dispositions du présent chapitre ont pour objet la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences:

- de l'alimentation en eau potable et de la santé publique conformément à la législation en vigueur,
- de l'agriculture, de l'industrie, des transports et de toutes les autres activités humaines d'intérêt général,

- de la vie biologique du milieu récepteur et spécialement de la faune piscicole ainsi que des loisirs, des sports nautiques et de la protection des sites,
- de la conservation et de l'écoulement des eaux.

Ces dispositions s'appliquent aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et, plus généralement, à tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques qu'il s'agisse d'eaux superficielles, souterraines ou des eaux du littoral.

Article 37: Les eaux superficielles, cours d'eau, lacs et étangs font l'objet d'un inventaire établissant leur degré de pollution.

- Des documents sont établis pour chacune de ces eaux d'après des critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques pour déterminer l'état de chacune d'elles.
- Ces documents font l'objet d'une révision générale et d'une révision immédiate chaque fois qu'un changement exceptionnel ou imprévu affecte l'état de ces eaux.

Article 38: Un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement et des ministres concernés, définit:

- la procédure d'établissement des documents et de l'inventaire visés à l'article 37 ci-dessus.
- les spécifications techniques et les critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques auxquels les cours d'eaux, sections de cours d'eau, lacs ou étangs doivent répondre, notamment, pour les prises d'eau assurant l'alimentation des populations.

-le délai dans lequel la qualité du milieu récepteur doit être améliorée pour satisfaire ou concilier les intérêts définis à l'article 36 de la présente loi.

Article 39: Nonobstant les dispositions de la législation en vigueur, les propriétaires d'installations de déversement existant antérieurement à la promulgation de la présente loi, doivent prendre toutes les dispositions pour satisfaire, dans le délai fixé par le décret visé à l'article 38, aux conditions qui sont imposées à leurs effluents.

Article 40: Les installations de déversement établies postérieurement à la promulgation de la présente loi doivent, dès leur mise en service, fournir des effluents conformes aux conditions qui leur sont imposées.

Les prélèvements et déversements de ces installations sont subordonnés:

- à une approbation préalable, par le ministre chargé de l'environnement, du projet technique relatif aux dispositifs d'épuration correspondant auxdites installations;
- à une autorisation de mise en service délivrée par le ministre chargé de l'environnement après érections effectives des dispositifs d'épuration conformes au projet technique préalablement approuvé.

Article 41: Des décrets pris sur le rapport conjoint du ministre chargé de l'environnement et des ministres concernés, déterminent, notamment:

- 1° les conditions dans lesquelles peuvent être réglementés ou interdits compte-tenu des dispositions des articles 36, 37 et 38 de la présente loi, les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et, plus généralement, tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine et des eaux du littoral;
- 2° les conditions dans lesquelles peuvent être réglementées la mise en vente et la diffusion de certains produits susceptibles de donner naissance à des déversements qui ont fait l'objet d'une interdiction ou d'une

réglementation en vertu du 1° alinéa ci-dessus ou d'accroître leur nocivité ou d'aggraver leur nuisance;

3° les conditions dans lesquelles sont effectués les contrôles des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des eaux réceptrices et des déversements et notamment des conditions dans lesquelles il est procédé aux prélèvements et aux analyses d'échantillons;

4° les cas et conditions dans lesquels le ministre chargé de l'environnement peut prendre toutes mesures immédiatement exécutoires en vue de faire cesser tout trouble qui pourrait constituer un péril pour la sécurité et la salubrité publique.

Article 42: Des décrets fixent, en tant que de besoin, pour chacun des cours d'eau, sections de cours d'eau, lacs ou étangs, eaux souterraines, eaux du littoral les conditions particulières dans lesquelles s'appliquent les dispositions prévues à l'article 41 de la présente loi ainsi que les délais dans lesquels il doit être satisfait auxdites dispositions en ce qui concerne les installations existantes.

Article 43: Outre les dispositions du code de la santé publique et en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement:

-un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, -un périmètre de protection rapproché à l'intérieur duquel doivent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire, directement ou indirectement, à la qualité des eaux,

-un périmètre de protection éloigné à l'intérieur duquel peuvent être réglementé les activités, dépôts ou installations précités.

Article 44: L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de sa publication, les délais dans lesquels il doit être satisfait aux conditions prévues à l'article 43 ci-dessus.

Des actes déclaratifs d'utilité publique doivent, dans les mêmes conditions, déterminer les périmètres de protection autour des points de prélèvements existants ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.

Article 45: Les collectivités locales, ainsi que les groupements de ces collectivités sont habilités à entreprendre l'étude, l'exécution de tous travaux d'utilité publique nécessaires à la lutte contre la pollution des eaux.

Article 46: Lorsque l'intérêt général le justifie, les collectivités locales ou leurs groupements, peuvent, par décret, être autorisés à prescrire ou tenus d'admettre le raccordement des effluents qui ne satisfont pas aux caractéristiques du cours d'eau récepteur aux réseaux d'assainissement ou aux installations d'épuration qu'ils construisent ou exploitent.

Le décret fixe les conditions de raccordement et d'imposition à l'établissement de participer par des redevances aux charges supplémentaires de construction et d'exploitation résultant de ses eaux usées; le recouvrement de redevances est effectué comme en matière de contributions directes.

Faute par l'établissement d'exécuter, dans le délai qui lui est prescrit, les travaux qui lui incombent en vue du raccordement aux ouvrages publics, il est, après mise en demeure, procédé d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux nécessaires.

Article 47: Tout déversement ou rejet d'eaux usées ou de déchets de toute nature dans les eaux destinées à la réalimentation des nappes d'eaux souterraines, dans les puits, forages ou galeries de captage désaffectés est interdit.

Les puits, forages et galeries de captage désaffectés font l'objet d'une déclaration et sont soumis, sans préjudice des droits des tiers, à la surveillance de l'administration.

Un décret pris sur rapport du ministre chargé de l'environnement fixe les conditions d'application des dispositions du présent article.

Chapitre III

Protection de la mer

Article 48: Nonobstant les dispositions des conventions et protocoles internationaux ratifiés par l'Algérie et portant sur la protection de la mer, sont interdits le déversement, l'immersion et l'incinération en mer de matières de toute nature susceptibles:

- de porter atteinte à la santé publique et aux ressources biologiques,
- d'entraver les activités maritimes, y compris la navigation et la pêche,
- d'altérer la qualité de l'eau de mer, du point de vue de son utilisation,
- de dégrader les valeurs d'agrément de la mer.

Des textes réglementaires préciseront, en tant que de besoin, la liste de ces matières.

Article 49: Le ministre chargé de l'environnement peut, après enquête publique, proposer des règlements et autoriser le déversement, l'immersion ou l'incinération en mer, dans des conditions telles que ces opérations garantissent l'innocuité et l'absence de nuisance du déversement, de l'incinération ou de l'immersion.

Article 50: Les dispositions de l'article 49 de la présente loi ne s'appliquent pas en cas de force majeure, due aux intempéries ou toutes autres causes lorsque la vie humaine ou la sécurité d'un navire ou d'un aéronef est menacée.

Article 51: En ce qui concerne les déversements et immersions délibérés existants, le ministre chargé de l'environnement détermine le délai dans lequel l'interdiction de l'article 49 de la présente loi leur est applicable.

Article 52: Les opérations de déversement, d'immersion ou d'incinération en mer de substances et matériaux non visés dans la liste prévue à l'article 48 ne peuvent être effectuées que sur autorisation délivrée par le ministre chargé de l'environnement, celle-ci est assortie, en tant que de besoin, des prescriptions relatives à la réalisation de l'opération projetée.

Un décret fixe les conditions de délivrance, d'utilisation et de suspension des autorisations visées à l'alinéa précédent.

Article 53: Dans le cas d'avaries ou d'accidents en mer territoriale survenus à tout navire, aéronef, engin ou plate-forme transportant ou ayant à son bord des substances nocives, dangereuses ou des hydrocarbures et pouvant créer des dangers graves et imminents susceptibles de porter atteinte au littoral ou aux intérêts connexes, le propriétaire dudit navire, aéronef, engin ou plate-forme peut être mis en demeure de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces dangers.

Dans le cas où cette mise en demeure reste sans effet ou n'a pas produit les effets attendus dans un délai imparti ou d'office, en cas d'urgence, l'Etat peut faire exécuter les mesures nécessaires aux frais du propriétaire ou en recouvrer le montant du coût auprès de ce dernier.

Article 54: Le capitaine de tout navire transportant des marchandises dangereuses, toxiques ou polluantes naviguant à proximité ou à l'intérieur des eaux territoriales, est tenu de signaler tout événement de mer survenu à son bord et qui est ou pourrait être de nature à constituer des menaces de pollution ou de contamination du milieu marin, des eaux et des côtes nationales algériennes.

Un décret précisera les modalités d'application du présent article

Chapitre VI

Délits et peines

Article 55: Est punie d'une amende de 1.000 à 10.000 D.A. et en cas de récidive d'une peine d'emprisonnement de 2 mois à 6 mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne auteur de pollution de l'atmosphère, au sens des articles 32, 33 et 34 de la présente loi.

Article 56: En cas de condamnation aux peines prévues à l'article 55, le juge fixe le délai dans lequel les travaux ou les aménagements prévus par la réglementation devront être exécutés.

En cas de non exécution des travaux ou des aménagements dans les délais prescrits, une amende de 2.500 à 25.000 D.A. est prononcée.

Le juge peut, en outre, ordonner que les travaux ou aménagements soient exécutés d'office aux frais du condamné et, le cas échéant, prononcer jusqu'à leur achèvement, l'interdiction d'utiliser les installations ou tout autre objet meuble ou immeuble qui sont à l'origine de la pollution atmosphérique.

Article 57: Les dispositions prévues dans le code de la route sont applicables en ce qui concerne les pollutions dues aux équipements de véhicules.

Article 58: En cas de condamnation pour infraction aux dispositions du chapitre 2 du titre III de la présente loi, le tribunal fixe le délai dans lequel l'exécution des travaux d'aménagement rendus nécessaires par la réglementation doivent être achevés.

Si les circonstances l'exigent, il peut, dans les cas où il n'y aurait pas lieu de procéder à des travaux ou aménagements, fixer un délai au condamné pour se soumettre aux obligations résultant de ladite réglementation.

Article 59: En cas de non-respect du délai prévu à l'article 58 ci-dessus, le tribunal peut prononcer une amende de 1.000 à 10.000 D.A. et éventuellement une astreinte dont le montant par jour de retard ne peut être inférieur à 1.000 D.A.

En outre, l'interdiction d'utiliser les installations qui sont à l'origine de la pollution, peut être prononcée jusqu'à l'achèvement des travaux ou l'aménagement ou l'exécution des obligations prescrites.

Article 60: Est puni d'une peine d'emprisonnement de 1 à 6 mois et d'une amende de 5.000 à 50.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura fait fonctionner une installation en infraction ou une interdiction prononcée en application de l'article 59 ci-dessus.

Le tribunal peut également autoriser le wali ou le président de l'assemblée populaire communale, sur sa demande, à exécuter d'office les travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction.

Article 61: Lorsque les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects de matières constituant l'infraction proviennent d'un établissement industriel, commercial, artisanal ou agricole, les chefs, directeurs ou gérants de ces établissements peuvent être déclarés solidairement responsables du paiement des amendes et frais de justice dus par les auteurs de ces infractions.

Le coût des travaux ordonnés en application des articles 58, 59 et 60 ci-dessus, incombe à la personne physique ou morale dont le condamné est le préposé ou le représentant.

Article 62: Les infractions aux articles 41, 42, 43, 44 et 47 de la présente loi sont punies d'une peine d'emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de 1.000 à 500.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 63: Lorsque les nécessités de l'enquête ou de l'information ainsi que la gravité de l'infraction l'exigent, le bâtiment, aéronef, engin ou plate-forme qui a servi à commettre l'une des infractions visées à l'article 48 de la présente loi peut être immobilisé sur décision du procureur de la République et du magistrat saisi.

A tout moment, l'autorité judiciaire compétente peut ordonner la levée de l'immobilisation s'il est fourni un cautionnement dont elle fixe le montant et les modalités de versement.

Les conditions d'affectation, d'emploi et de restitution du cautionnement sont réglées conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

Article 64: Les infractions aux dispositions du chapitre 3 du titre III de la présente loi sont jugées par le tribunal compétent du lieu de l'infraction. Sont en outre, compétentes:

-s'il s'agit d'un bâtiment, engin ou plate-forme, le tribunal dans le ressort duquel il est immatriculé, s'il est algérien ou celui dans le ressort duquel il est trouvé, s'il est étranger ou non immatriculé.

-s'il s'agit d'un aéronef, le tribunal du lieu d'atterrissage, après le vol au cours duquel l'infraction a été commise.

Dans les autres cas, le tribunal d'Alger est compétent.

Article 65: Dans tous les cas, les droits des tiers à l'égard des auteurs de pollution sont et demeurent réservés.

Article 66: Est puni d'une amende de 50.000 à 500.000 D.A. et d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans ou de l'une de ces deux peines seulement et en cas de récidive, du double de ces peines, le capitaine d'un bâtiment algérien ou tout commandant de bord d'un aéronef algérien ou toute personne assumant la conduite des opérations d'immersion ou d'incinération en mer sur des engins algériens ou plates-formes fixes ou flottantes sous juridiction algérienne qui

se sera rendu coupable d'infraction aux dispositions des articles 48 et 49 de la présente loi.

Article 67: Dans le cas prévu à l'article 50 de la présente loi, les immersions doivent être notifiées dans les plus brefs délais, par l'une des personnes visées à l'article 66 ci-dessus aux administrateurs des affaires maritimes, sous peine d'une amende de 10.000 à 100.000 D.A.

Cette notification devra mentionner, avec précision, les circonstances dans lesquelles sont intervenus les déversements, les immersions ou les incinérations.

Article 68: Sans préjudice des peines prévues à l'article 66 de la présente loi, si l'une des infractions a été commise sur ordre du propriétaire ou de l'exploitant du navire, de l'aéronef, de l'engin ou de la plate-forme, ce propriétaire ou cet exploitant est puni des peines prévues audit article, le maximum de ces peines étant toutefois porté au double.

Tout propriétaire ou exploitant d'un navire, d'un aéronef, d'un engin ou d'une plate-forme qui n'a pas donné au capitaine, au commandant de bord ou à la personne assumant la conduite des opérations d'immersion sur l'engin ou la plate-forme, l'ordre écrit de se conformer aux dispositions du chapitre 3 titre III, peut être poursuivi comme complice des infractions qui y sont prévues.

Lorsque le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale, la responsabilité prévue aux deux alinéas ci-dessus incombe à celui ou ceux des représentants légaux ou dirigeants de fait qui en assurent la direction ou l'administration ou toute personne habilitée par eux.

Article 69: Est puni d'une amende de 500.000 à 5 millions de D.A. et d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans, ou de l'une de ces peines seulement, et en cas de récidive, au double de ces peines, tout capitaine soumis aux dispositions de la convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, signée à Londres le 12 mai 1954 et de ces

modifications, qui se sera rendu coupable d'infraction aux dispositions de l'article 3 de ladite convention relative aux interdictions de rejet à la mer d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures.

Article 70: Est puni d'une amende de 50.000 à 500.000 D.A. ou du double, en cas de récidive, et d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans ou de l'une de ces deux peines seulement, tout capitaine d'une bâtiment non soumis aux stipulations de la convention mentionnée à l'article 69 de la présente loi qui aura commis les actes interdits par l'article 69 de la présente loi.

En cas de récidive, les peines sont portées au double.

Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'aux bâtiments ci-après, à l'exception des bâtiments de la marine nationale:

- a) navires citernes,
- b) autre navires, lorsque la puissance installée de la machine propulsive est supérieure à une puissance installée fixée par le ministre chargé de la marine marchande,
- c) engins portuaires, chalands et bateaux-citernes fluviaux qu'ils soient automoteurs, remorqués ou poussés.

Article 71: Dans les eaux sous juridiction algérienne fréquentées normalement par les bâtiments de mer, les dispositions du chapitre 3 du titre III de la présente loi s'appliquent aux bâtiments étrangers même immatriculés dans un territoire relevant d'un Gouvernement non contractant, à la convention de Londres du 12 mai 1954, et y compris les catégories de bâtiments énumérés à l'article 70 de la présente loi.

Est puni d'une amende de 50.000 à 500.000D.A., le capitaine qui par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois et règlements

a provoqué, n'a pas maîtrisé ou n'a pas évité un accident de mer, ayant entraîné un rejet qui a pollué les eaux sous juridiction algérienne.

Les mêmes peines sont applicables au propriétaire, à l'exploitant ou à toute autre personne que le capitaine d'un navire mentionné aux articles 69 et 70 de la présente loi et qui aura causé un rejet dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus.

N'est pas punissable, en vertu du présent article, le rejet consécutif à des mesures justifiées par la nécessité d'éviter un danger grave et imminent menaçant la sécurité des navires, la vie humaine ou l'environnement.

Article 72: Toute infraction aux dispositions de l'article 54 de la présente loi est punie d'une amende de 50.000 à 500.000 D.A.

Article 73: Nonobstant les poursuites judiciaires en cas de dommages causés à toute personne, au milieu marin et aux installations, est puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 1 à 5 millions de D.A., l'infraction à l'article 54 de la présente loi suivie d'un rejet à l'intérieur des eaux territoriales d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures.

TITRE IV

PROTECTION CONTRE LES NUISANCES

Chapitre I

Des installations classées

Article 74: Sont soumis aux dispositions de la présente loi les usines, ateliers, chantiers, carrières et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour

l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et monuments.

Article 75: Les installations visées à l'article 74 ci-dessus sont définies dans la nomenclature des installations classées, établie par décret.

Ce décret soumet les installations à autorisation ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peuvent présenter les exploitations.

Article 76: Sont soumises à autorisation du ministre chargé de la protection de l'environnement, du wali ou du président de l'assemblée populaire communale et, selon leur importance, les installations qui présentent des dangers ou des inconvénients pour les intérêts visés à l'article 74 de la présente loi.

L'autorisation n'est accordée que si ces dangers ou inconvénients sont supprimés ou empêchés par les mesures que spécifie l'arrêté pris par le ministre chargé de la protection de l'environnement.

Le décret prévu à l'article 75 fixe les catégories d'installations soumises à l'autorisation du ministre, du wali ou du président de l'assemblée populaire communale.

Article 77: Sont soumises à une déclaration adressée au président de l'assemblée populaire communale concerné, les installations qui ne présentent pas des dangers ou des inconvénients aux intérêts visés à l'article 74 ci-dessus et qui doivent néanmoins, en raison de leurs activités, respecter les prescriptions générales édictées par la réglementation en vue d'assurer la protection desdits intérêts.

Article 78: Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi, un décret pris sur rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement et des ministres concernés détermine les règles techniques visant certaines catégories d'installations soumises aux dispositions de la présente loi.

Ce décret s'impose de plein droit aux installations nouvelles. Il précise, après avis des ministères intéressés et consultation des organisations professionnelles concernées, les délais et les conditions dans lesquels il s'applique aux installations existantes.

Article 79: La demande d'autorisation est adressée à l'autorité compétente.

Lorsqu'il est exigé un permis de construire pour une installation nouvelle, l'exploitant est tenu d'adresser sa demande d'autorisation ou sa déclaration en même temps que la demande dudit permis.

Il doit renouveler sa demande d'autorisation ou sa déclaration soit en cas de transfert, soit en cas d'extension ou de transformation de ses installations ou de changement dans ses procédés de fabrication, entraînant des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 74 de la présente loi.

Article 80: L'autorisation prévue à l'article 76 de la présente loi est accordée, après enquête publique relative aux incidences éventuelles du projet pour les intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi et en cas de besoin, après avis des ministères et collectivités locales intéressés.

Article 81: Les conditions d'installation et d'exploitation jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi, les moyens d'analyse et de mesure et les moyens d'intervention en cas de sinistre sont fixés par l'arrêté d'autorisation et éventuellement par des arrêtés complémentaires pris postérieurement à cette autorisation par l'autorité compétente, conformément aux prescriptions de l'article 78 de la présente loi.

Article 82: Les installations existantes soumises aux dispositions de la présente loi et qui, avant l'entrée en vigueur de celle-ci, étaient sous l'empire de l'ordonnance n° 76-04 du 20 février 1976 et du décret n° 76-34 du 20 février 1976 relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes susvisés, peuvent continuer sans autorisation ou déclaration prévue à l'article 76 de la présente loi.

Toutefois, avant une date fixée par décret et dans un délai qui ne pourra excéder deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute personne morale responsable de ces installations doit se faire connaître auprès des services de l'autorité compétente qui doit lui imposer les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi.

Article 83: Lorsque l'exploitation d'une installation non comprise dans la nomenclature des installations classées, présente des dangers ou des inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi, le wali met l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître les dangers ou les inconvénients dûment constatés. Faute par l'exploitant de se conformer à cette injonction dans le délai imparti, il est fait application des mesures prévues à l'article 81 de la présente loi.

Article 84: Le ministre chargé de la protection de l'environnement dispose des pouvoirs d'autorisation d'enquête et de contrôle en matière de protection des intérêts visés à l'article 74 de la présente loi sur les installations classées, hormis celles dépendant du ministre de la défense nationale, qui dispose des mêmes pouvoirs pour les installations qui relèvent de son département.

Les procédures d'enquête et d'autorisation ainsi que les conditions de surveillance et de contrôle sont fixées par décret.

Article 85: Un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement, peut ordonner la suppression de toute installation figurant ou non à la nomenclature prévue à l'article 75 de la présente loi qui présente, pour les intérêts mentionnés à l'article 74 de la présente loi, des dangers ou des inconvénients tels que les mesures prévues par la présente loi ne puissent les faire disparaître.

Article 86: Les personnes chargées de l'inspection des installations classées ou d'expertises sont assermentées et astreintes au secret professionnel dans les conditions et sous les sanctions prévues aux articles 301 et 302 du code pénal.

Elles peuvent visiter, conformément au code de procédure pénale, les installations soumises à leur surveillance.

Article 87: Sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par l'autorité compétente, a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, celle-ci met en demeure l'exploitant de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé en informant, le cas échéant, le ministre de tutelle.

Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction l'autorité compétente peut:

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à exécution des mesures prescrites,
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant au montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux,
- soit suspendre par arrêté, le fonctionnement de l'installation jusqu'à l'exécution des conditions imposées, après information, le cas échéant, du ministre de tutelle.

Article 88: Pendant la durée de la suspension de fonctionnement prononcée en application de l'article 87 ci-dessus, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Chapitre II

Des déchets

Article 89: Est un déchet au sens de la présente loi, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou, plus généralement, tout bien, meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Article 90: Toute personne physique ou morale qui produit ou détient des déchets, dans les conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions de la présente loi, dans des conditions propres à éviter lesdits effets.

L'élimination des déchets comporte notamment: les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération de l'énergie ou des éléments et matériaux réutilisables, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions propres à éviter les nuisances mentionnées à l'alinéa précédent.

Article 91: Les déchets de ménages sont traités conformément à la législation en vigueur, aux textes réglementaires et aux dispositions de la présente loi.

Article 92: Au cas où des déchets sont abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions de la présente loi et des règlements pris pour son application, il est procédé d'office à l'élimination desdits déchets aux frais des responsables.

Les sommes dues, en conséquence, sont recouvrées sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de contributions directes. Les litiges concernant la liquidation et le recouvrement de ces sommes relèvent de la chambre administrative compétente.

Est réputé abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions de la présente loi et des règlements pris pour son application.

Article 93: Les dispositions de la présente loi appliquent sans préjudice des dispositions spéciales concernant notamment les installations classées aux déchets radioactifs, aux eaux usées, aux effluents gazeux, aux cadavres d'animaux, aux épaves d'aéronefs, aux épaves maritimes, aux immersions ainsi qu'aux rejets provenant des navires.

Elles ne font pas échec à la responsabilité que toute personne encourt en raison des dommages causés à autrui notamment du fait de l'élimination des déchets qu'elle a détenus ou transportés ou provenant de produits qu'elle a fabriqués.

Article 94: Les producteurs ou importateurs doivent justifier que les déchets engendrés, à quelque stade que ce soit, par les produits qu'ils fabriquent ou importent sont de nature à être éliminés dans les conditions prescrites à l'article 90 de la présente loi.

Le ministre chargé de l'environnement est fondé à leur réclamer toutes informations utiles sur les modes d'élimination et sur les conséquences de leur mise en œuvre.

Article 95: La fabrication, la détention en vue de la vente, la mise en vente, la vente et la mise à la disposition de l'utilisateur, sous quelque forme que ce soit, de produits générateurs de déchets peuvent être réglementés en vue de faciliter l'élimination desdits déchets ou en cas de nécessité interdites.

Il est fait obligation aux producteurs, importateurs et distributeurs de ces produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication de pourvoir ou de contribuer à l'élimination des déchets qui en proviennent.

Il peut être fait obligation à ces mêmes producteurs, importateurs et distributeurs de prêter leur concours moyennant une juste rémunération, à l'élimination des déchets provenant de produits dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

Il est prescrit aux détenteurs des déchets desdits produits de les remettre aux établissements ou aux services désignés par le ministre chargé de l'environnement dans les conditions qu'il définit.

Article 96: Les dispositions relatives aux installations classées prévues au chapitre 1, titre IV de la présente loi sont applicables aux installations d'élimination des déchets quel qu'en soit l'exploitant.

Article 97: Les entreprises qui produisent, importent transportent ou éliminent des déchets appartenant aux catégories définies par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement et des ministres concernés comme pouvant soit en l'état, soit lors de leur élimination, causer des nuisances telles que celles qui sont mentionnées à l'article 90 de la présente loi sont tenues de fournir au ministre chargé de l'environnement toutes informations concernant l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge.

Article 98: Pour certaines catégories de déchets visées à l'article 93 et précisées par décret, le ministre chargé de l'environnement fixe , sur tout ou partie du territoire national, les conditions d'exercice de l'activité d'élimination telle qu'elle est définie à l'article 93 de la présente loi et en particulier celles de transporteur de déchets.

Ces mêmes catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations prévues ou agréées.

Un décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'environnement et les ministres concernés fixe les modalités d'application du présent article.

Article 99: Des plans approuvés par décret après enquête publique, définissent dans les limites territoriales qu'ils précisent les conditions dans lesquelles il doit être procédé à l'élimination de certaines catégories de déchets.

Article 100: Toute personne qui remet ou fait remettre des déchets appartenant aux catégories visées à l'article 97 de la présente loi, à tout autre personne que l'exploitant d'une installation d'élimination agréée est responsable avec cette dernière des dommages causés par ces déchets.

Article 101: L'élimination des déchets doit être assurée, aux stades correspondant à toutes les opérations mentionnées à l'article 90 de la présente loi dans les conditions propres à faciliter la récupération des matériaux ou formes d'énergie réutilisable.

Des décrets pris sur rapport du ministre chargé de l'environnement et des ministres concernés réglementent les modes d'utilisation de certains matériaux et celles des matériaux qui leur sont associés dans certaines fabrications.

La réglementation peut porter notamment sur l'utilisation de certains traitements, mélanges ou associations avec d'autres matériaux ou sur l'obligation de se conformer à certains modes de fabrication et de réutilisation.

Chapitre III

De la radioactivité

Article 102: Le présent chapitre a pour but de fixer les principes généraux de protection contre les dangers pouvant résulter de rayonnements ionisants.

Il s'applique à toute activité impliquant la protection de la population et de l'environnement, l'importation, la production, la fabrication, la détention, le transit, le transport, l'offre en vente, la vente, la cession à titre onéreux ou

gratuit, la distribution et l'emploi à des fins commerciales, industrielles, scientifiques, médicales ou autres, d'appareils ou de substances capables d'émettre des rayonnements ionisants.

Il s'applique également aux opérations d'élimination ou d'évacuation des substances radioactives.

Article 103: Les dispositions du chapitre 1 du titre III de la présente loi ainsi que les dispositions pénales y afférentes sont applicables aux pollutions de tous ordres causées par les substances radioactives.

Des décrets déterminent les conditions de création, de fonctionnement et de surveillance des installations nucléaires.

Article 104: L'exercice des activités visées à l'article 102 de la présente loi, est soumis à un régime de dispense d'autorisation ou d'habilitation.

Article 105: Les conditions d'octroi des dispenses, autorisations et habilitations sont fixées par décret. Le même décret détermine également les conditions de suspensions ou de suppressions de ces autorisations et habilitations.

Article 106: Sous réserve des dispenses prévues aux articles 104 et 105 ci-dessus, nul ne peut utiliser des substances radioactives ou un appareil d'irradiation.

Article 107: Quiconque détient lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, des substances radioactives ou des appareils d'irradiations, est tenu d'envoyer au ministre chargé de la protection de l'environnement, dans le délai de trois (3) mois à compter de la promulgation de cette loi, une déclaration spécifiant la quantité, la qualité et la localisation de chaque type de substance détenue et d'appareils d'irradiation.

Article 108: Sous réserve des sanctions pénales, toute personne titulaire d'une dispense, d'une autorisation ou d'une habilitation, qui ne se conforme pas aux dispositions législatives relatives à la radio protection, peut faire l'objet

d'une suspension ou d'un retrait de la dispense, de l'autorisation ou de l'habilitation.

Chapitre IV

Des substances chimiques

Article 109: Les dispositions du présent chapitre tendent à protéger l'homme et son environnement contre les risques qui peuvent résulter des substances chimiques tels qu'ils se présentent à l'état pur qu'incorporés dans les préparations.

Article 110: Le présent chapitre ne s'applique pas:

1° aux substances chimiques pour leur utilisation à des fins de recherche;

2° aux substances radio-actives.

Toutefois, des décrets doivent fixer les conditions dans lesquelles les dispositions réglementaires applicables au présent article déterminent les mesures propres à parer aux dangers que peut présenter leur dispersion dans l'environnement.

Article 111: Préalablement à la fabrication à des fins commerciales ou à l'importation d'une substance chimique qui n'a pas déjà fait l'objet d'une mise sur le marché algérien, tout producteur ou importateur doit adresser une déclaration au ministre chargé de l'environnement.

Si la substance présente des dangers pour l'homme et son environnement, il indique les précautions à prendre pour y parer.

Pour les substances chimiques ayant fait l'objet d'une mise sur le marché, tout producteur ou importateur doit adresser au ministre chargé de l'environnement, une déclaration lorsqu'un danger nouveau peut résulter soit des quantités mises sur le marché, soit du changement du procédé de fabrication, soit des conditions de la distribution ou de l'utilisation de la

substance, en particulier des préparations auxquelles elle est incorporée, soit de sa dispersion dans l'environnement.

Les déclarations visées aux alinéas précédents sont assorties d'un dossier technique fournissant les éléments d'appréciation des dangers et des risques inacceptables que peut présenter les substances pour l'homme et son environnement.

Un décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'environnement et des ministres concernés fixes les modalités d'application du présent article.

Article 112: Le ministre chargé de l'environnement après consultation des autorités et organismes concernés, peut inscrire la substance objet de la déclaration prévue à l'article 111 de la présente loi, sur une liste des produits dangereux pour l'homme et son environnement.

Article 113: Le fabricant ou l'importateur de substances chimiques autres que celles prévues à l'article 110 et destinées à la commercialisation est tenu de fournir au ministre chargé de l'environnement l'un ou plusieurs des éléments suivants:

1. la composition des préparations mises sur le marché et contenant la substance,
2. les échantillons de la substance ou les préparations en contenant,
3. les données chiffrées sur les quantités de substances pures ou en préparations qui ont été mises sur le marché ou diffusées, ventilées suivant les différents usages,
4. toutes les informations complémentaires sur les effets vis-à-vis de l'homme et de l'environnement.

Article 114: La fabrication à des fins commerciales ou l'importation des substances chimiques inscrites sur la liste prévue à l'article 112 de la présente loi peut être interdite ou subordonnée aux obligations ci-après:

1. mesure d'interdiction provisoire ou partielle de fabrication, de transport, de mise sur le marché ou de certains usages;

2. prescriptions tendant à restreindre ou réglementer, pour la substance ou ses préparations, la fabrication, la composition, le stockage, l'emploi pour certains usages, la mise sur le marché, la dénomination commerciale, la publication et l'élimination ainsi que toute autre condition nécessaire à la préservation de la santé publique ou de l'environnement.

Article 115: Les autorités administratives tiennent secrètes les informations relatives à l'exploitation et à la fabrication des substances et préparations tout en assurant, sous une forme appropriée, la publicité des renseignements d'ordre toxicologique recueillis à l'occasion de l'examen des dossiers desdites substances ou préparations.

Les personnes ayant accès aux dossiers ou aux renseignements au titre du présent chapitre sont tenues au secret professionnel selon les modalités prévues aux articles 301 et 302 du code pénal, sauf à l'égard des autorités judiciaires.

Un décret pris sur le rapport conjoint du ministre chargé de l'environnement et des ministres concernés, fixe les conditions permettant la protection, notamment dans les centres de traitement des intoxications, du secret de la formule intégrale des préparations.

Article 116: Les substances chimiques mises sur le marché avant l'entrée en vigueur de la présente loi et présentant des dangers pour l'homme ou son environnement, notamment en raison de leur incorporation dans certaines préparations ou celles qui ont déjà fait l'objet d'une déclaration mais pour lesquelles les informations nouvelles disponibles concernant ces dangers le justifieraient peuvent être examinées ou réexaminées à la diligence des ministres concernés. Ces derniers peuvent exiger de la part des producteurs ou importateurs la fourniture des dossiers techniques nécessaires à l'examen ou au réexamen de

ces substances, lesquelles peuvent faire l'objet d'une inscription sur la liste prévue à l'article 112 et des mesures prévues à l'article 113 de la présente loi.

Article 117: Tous renseignements complémentaires ou essais de vérification peuvent être demandés par le ministre chargé de l'environnement aux producteurs ou importateurs et à leur charge.

Les producteurs ou importateurs de substances chimiques ou de préparations sont tenus d'indiquer, au ministre chargé de l'environnement, les faits nouveaux découlant soit de l'amélioration des connaissances scientifiques et techniques, soit de l'observation des effets de ces substances et faisant apparaître de nouveaux dangers pour l'homme ou pour son environnement.

Article 118: Les substances chimiques et les préparations fabriquées, importées ou mises sur le marché en infraction aux dispositions de la présente loi et qui présentent un danger pour l'homme ou son environnement, peuvent être saisies sur ordre du wali, par les fonctionnaires et agents énumérés à l'article 134 de la présente loi. Elles peuvent être laissées en dépôt dans les locaux où elles se trouvent, sous la garde de l'auteur de l'infraction; toutefois, si le danger le justifie, elles doivent être détruites ou neutralisées aux frais de l'auteur de l'infraction, dans les meilleurs délais.

Chapitre V

Du bruit

Article 119: Les immeubles, les établissements industriels, artisanaux ou agricoles et autres édifices, les animaux, les véhicules et autres objets mobiliers possédés, exploités ou détenus par toute personne physique ou morale sont construits, exploités ou utilisés de manière à satisfaire aux dispositions prises en application de la présente loi afin d'éviter l'émission de bruits susceptibles de causer une gêne excessive de nature à incommoder la population ou à nuire à sa santé.

Article 120: Lorsque les émissions de bruits sont susceptibles de constituer un gêne excessif pour la population ou de nuire à sa santé, les personnes visées à l'article 119 doivent mettre en œuvre toutes les dispositions utiles pour les supprimer.

Article 121: Les prescriptions visées aux articles 119 et 120 font l'objet de décrets qui déterminent notamment:

1. les cas et conditions dans lesquels doit être interdite ou réglementée l'émission des bruits;
2. les délais dans lesquels il doit être satisfait à ces dispositions pour les immeubles, établissements, autres édifices, animaux, véhicules et autres objets mobiliers existants à la date de publication de chaque décret;
3. les cas et conditions dans lesquels le ministre chargé de l'environnement doit, avant l'intervention de la décision judiciaire, prendre, en raison de l'urgence, toutes les mesures exécutoires destinées d'office à faire cesser le trouble.

Chapitre VI

Des délits et des peines

Article 122: Quiconque exploite sciemment une installation sans l'autorisation ou la déclaration requise aux articles 76 et 77 de la présente loi ou en méconnaissant les conditions imposées par l'autorisation prévue, est puni d'une amende de 2.000 à 20.000 D.A.

En cas de récidive, il sera prononcé une peine d'emprisonnement de 2 à 6 mois et d'une amende de 20.000 à 100.000 D.A. ou l'une de ces deux peines seulement.

Article 123: En cas de condamnation conformément à l'article 122 ci-dessus, le jugement fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel doivent être respectées les dispositions légales auxquelles il a été contrevenu.

En cas de non-exécution dans le délai prescrit, une amende de 2.500 à 25.000 D.A. est prononcée.

Le tribunal peut prononcer l'interdiction d'utiliser les installations jusqu'à l'achèvement des travaux. Il peut, en outre, ordonner que ces derniers soient exécutés d'office aux frais de l'exploitant condamné.

Article 124: Quiconque fait fonctionner une installation en infraction à une mesure de fermeture ou de suspension de fonctionnement prise en application des dispositions des articles 87 et 123 de la présente loi, est puni d'une peine d'emprisonnement de 2 mois à 6 mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 125: Est puni d'une amende de 2.000 à 100.000 D.A. ou d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura:

- refusé de fournir aux représentants assermentés du ministre chargé de l'environnement, les informations visées aux articles 94 et 97 de la présente loi ou fourni des informations inexactes;
- remis ou fait remettre les déchets définis à l'article 97, à tout autre exploitant d'une installation agréée;
- éliminé ou récupéré des déchets ou matériaux, sans satisfaire aux prescriptions fixées en application des articles 98, 99 et 101 de la présente loi;
- mis obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'exercice des fonctions des agents chargés de la protection de l'environnement;
- enfreint les prescriptions des articles 90 et 91 de la présente loi.

Article 126: Toute omission ou négligence entraînant l'inobservation des dispositions du chapitre III du titre IV de la présente loi, tout acte ou tentative faits en violation desdites dispositions ou toute infraction aux conditions et restrictions dont est assortie une dispense, habilitation ou autorisation au titre de la présente loi, constitue un délit.

Ce délit, nonobstant toute autre sanction entraîne pour son auteur une amende de 2.000 à 20.000 D.A. et d'un emprisonnement de 1 à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 127: Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 128 ci-dessous, toute personne qui a omis d'adresser la déclaration prévue à l'article 111 sera punie d'une amende de 1.000 à 30.000 D.A.

Article 128: Est puni d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de 2.000 à 500.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne:

1. qui a sciemment fourni des renseignements inexacts, susceptibles d'entraîner pour la substance considérée des prescriptions moins contraignantes que celles auxquelles elle aurait normalement dû être soumise ou dissimulé des renseignements dont elle pouvait avoir connaissance;
2. qui a omis de faire connaître, conformément à l'article 116, alinéa 2, les faits nouveaux visés à cet article;
3. qui n'a pas respecté les mesures d'interdiction ou les prescriptions édictées en application de l'article 114.

En outre, le tribunal peut ordonner la confiscation des substances et préparations mises sur le marché en infraction avec les mesures d'interdiction ou les prescriptions ci-dessus évoquées, l'interdiction totale de la mise sur le marché et de l'emploi de ces substances ou préparations ainsi que la fermeture temporaire ou définitive des installations de production en cause.

Le tribunal pourra également ordonner que le jugement de condamnation soit publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera, aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de la peine d'amende encourue. Il peut, de plus, ordonner la diffusion, aux frais du condamné, d'une ou de plusieurs annonces de mise en garde. Le jugement fixe les termes des annonces et les modalités de leur diffusion et impartit au condamné un délai pour y faire procéder; en cas de carence, il est procédé à cette diffusion à la diligence du ministère public, aux frais du condamné.

Article 129: Est punie de 10 jours à 2 mois d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 10.000 D.A. ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne auteur d'émission de bruits au sens des articles 119 et 120 de la présente loi.

TITRE V

LES ETUDES D'IMPACT

Article 130: L'étude d'impact est un outil de base pour la mise en œuvre de la protection de l'environnement.

Elle vise à faire connaître et évaluer les incidences directes et/ou indirectes des projets sur l'équilibre écologique ainsi que sur le cadre et la qualité de la vie de la population.

Article 131: Les travaux et projets d'aménagement qui nécessitent une autorisation ou une décision d'approbation définie par la présente loi, doivent respecter les préoccupations d'environnement.

Les études préalables à la réalisation de l'aménagement ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou de leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences.

Un décret pris sur le rapport du département ministériel chargé de l'environnement et des ministres concernés précise les modalités d'application du présent article.

Il fixe notamment:

- d'une part, les conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement sont prises en compte dans les procédures réglementaires existantes;
- d'autre part, le contenu de l'étude d'impact qui comprend au minimum une analyse de l'état initial du site et de son environnement, l'étude des modifications que le projet y engendrerait et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement.

Les conditions dans lesquelles l'étude d'impact sera rendue publique;

La liste limitative des ouvrages qui, en raison de la faiblesse de leurs répercussions sur l'environnement, ne sont pas soumis à la procédure de l'étude d'impact;

Il fixe également les conditions dans lesquelles le ministre chargé de l'environnement pourra se saisir ou être saisi pour avis de toute étude d'impact.

Article 132: Quiconque engage la réalisation d'aménagement ou d'ouvrage en infraction des dispositions de l'article 131 de la présente loi est puni d'une amende de 2.000 à 20.000 D.A.

Le juge saisi peut ordonner, lorsqu'il y a atteinte grave à l'environnement, l'arrêt des travaux et même la remise des lieux en l'état.

Article 133: Quiconque engage la réalisation d'aménagement ou d'ouvrage après le refus de l'autorisation prévue à l'article 131 de la présente loi, est puni d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de 5.000 à 500.000 D.A. ou à l'une des deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines et amendes sont portées au double. Le juge ordonne l'arrêt des travaux et la remise des lieux en l'état.

TITRE VI

DE LA RECHERCHE ET DE LA CONSTATATION DES INFRACTIONS

Chapitre I

De la police chargée de la protection de l'environnement

Article 134: Ont qualité de police de protection de environnement:

1. les officiers et agents de police judiciaire,
2. les fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire prévues aux articles 21 et suivants du code de procédure pénale.
3. les officiers et agents de la protection civile,
4. les inspecteurs chargés de la protection de l'environnement,
5. les différents agents chargés de la protection de l'environnement et prévus par la législation en vigueur.

Article 135: Indépendamment des agents prévus à l'article 134, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du chapitre III du titre III de la présente loi:

- les administrateurs des affaires maritimes.
- les inspecteurs de la navigation et des travaux maritimes.
- les contrôleurs de la navigation et des travaux maritimes,
- les officiers des ports,
- les agents de service national des gardes-côtes,
- les commandants des bâtiments de la marine nationale,
- les syndics des gens de mer,
- les fonctionnaires des corps techniques de la navigation aérienne,
- les ingénieurs du service de la signalisation maritime,
- les commandants des navires océanographiques de l'Etat,
- les agents techniques de l'institut de recherche scientifique, technique et océanographique,
- les agents des douanes.

Et à l'étranger, les consuls algériens sont chargés de rechercher les infractions aux dispositions du chapitre III du titre III de la présente loi, de recueillir, à cet effet, tout

renseignement en vue de découvrir les auteurs de ces infractions et d'en informer le ministre chargé de la protection de l'environnement et les ministres concernés.

Article 136: Les corps d'inspecteurs chargés de la protection de l'environnement sont créés par décrets pris sur rapport du ministre chargé de la protection de l'environnement.

Les inspecteurs de la protection de l'environnement exercent les mêmes pouvoirs que ceux accordés aux fonctionnaires et agents prévus à l'article 21 du code de procédure pénale.

Chapitre II

Procédure

Article 137: Les actes de procédures des inspecteurs chargés de la protection de l'environnement sont les mêmes que ceux définis par le code de procédure pénale.

Article 138: Les procès-verbaux dressés par les inspecteurs chargés de la protection de l'environnement font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 139: Quiconque met les agents de la police chargés de la protection de l'environnement dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions ou y a mis obstacle est puni conformément aux articles 184 et suivants du code pénal.

Article 140: La présente loi sera publiée au *journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faite à Alger, le 5 février 1983. Chadli BENDJEDID

1.1.3 - But de la loi

La loi n° 83-03 a pour objet la mise en œuvre d'une politique nationale de protection de l'environnement tendant à protéger et à valoriser les ressources naturelles, à prévenir et à lutter contre les pollutions et nuisances et à améliorer le cadre de vie.

1.1.4- Principes généraux de la loi

Les principes généraux de la loi sont:

- le développement national implique l'équilibre nécessaire entre les impératifs de la croissance économique et ceux de la protection de l'environnement et de la préservation
- la planification nationale prend en compte le facteur protection de l'environnement qui est une exigence fondamentale de la politique nationale de développement économique et social.

Ces deux principes démontrent que le développement ne doit pas se faire au détriment de la qualité de l'environnement.

1.1.5. Action gouvernementale pour la protection de l'environnement

-Stratégie basée sur six axes:

1. Renforcement du cadre juridique et institutionnel
2. Réduction des pollutions et nuisances
3. Préservation de la diversité biologique et des espaces naturels.
4. Formation, information et sensibilisation
5. Renforcement de l'organisation et des moyens de fonctionnement
6. Dynamisation de la coopération internationale

2. Les origines d'application

A. Institutions législatives Algériennes

Dans les Etats disposant d'un système législatif bicamériste (à deux chambres), l'assemblée nationale (la chambre basse) et la chambre haute ou sénat.

En Algérie : *L'Assemblée nationale populaire « APN »*, est composée de 462 (2012) députés élus pour une législature de 5 ans, et le Conseil de la Nation algérien « CNA » créé par la révision constitutionnelle du 28 novembre 1996. Il repose sur un mode de désignation mixte (suffrage indirect et nomination présidentielle), le conseil compte 144 membres : 96 élus au scrutin indirect et secret (2/3) ; 48 désignés par le Président de la République (1/3).

Le rôle de ces institutions

- Votent des lois proposées ;
- Contrôle de l'action gouvernementale : questions écrites ou orales au gouvernement, vote des questions de confiance sollicitées par le gouvernement, vote de motions de censure contre le gouvernement...
- Modification de la Constitution : Si une révision constitutionnelle n'a pas lieu par referendum, elle doit être votée à la fois par l'Assemblée nationale et par le Sénat,
- droit d'initiative et peut déposer des propositions de loi, en fonction des matières, des procédures différentes ont été mises en place.

D. Organismes Nationaux Algériens pour l'environnement

- **SECE** : Secrétariat d'Etat Chargé de l'Environnement
- **PNAE** : Plan National d'Actions Environnementales
- **CNE** : Conseil National de l'Eau
- **HCEDD** : Haut Commissariat de l'Environnement et du Développement Durable
- **FNE** : Fond National pour l'Environnement

Droit administratif et Hiérarchie des textes

Il y a tout d'abord la **Constitution** qui définit les principes fondamentaux du droit de L'Etat et le fonctionnement des institutions.

La Constitution définit ensuite :

- ce qui est du domaine de la loi, c'est-à-dire les domaines sur lesquels le Parlement – les députés (législateurs), doivent légiférer,
- et ce qui est du domaine du réglementaire, c'est-à-dire les domaines dans lesquels le gouvernement et les administrations déconcentrées peuvent adopter des règles par décret ou par arrêté.

La loi se situe au-dessus des décrets et des arrêtés dans la hiérarchie des textes.

Tout en bas de la hiérarchie se situe la circulaire, qui n'a en principe pas de valeur Réglementaire, et ne fait que préciser aux services de l'État comment doivent être appliqués les textes.

F. Adhésion de l'Algérie aux traites Internationaux et coopération Internationale

- Depuis l'indépendance, l'Algérie a ratifié une vingtaine de conventions et protocoles internationaux conclus dans le domaine de l'environnement et portant sur :
 - **la protection de la mer (10)**
 - **la protection des ressources biologiques naturelles (9)**
 - **la protection de l'atmosphère (5)**
 - **la lutte contre la désertification**
 - **le contrôle des déchets dangereux (1)**

Coopération Internationale en matière d'environnement

- ***Projet PNUD***: renforcement des capacités nationales pour la protection de l'environnement
- ***Projet avec le Fonds Mondial pour l'Environnement***
 - Mise en place d'un système de gestion de la pollution pétrolière
 - Elaboration de stratégie et programme national sur la diversité biologique.

- Programme d'action pour la Méditerranée consacré à la pollution d'origine tellurique

- *Projet avec le METAP*

- Plan national d'action environnementale
- gestion et planification des zones sensibles

- *Projet avec la Banque Mondiale:* contrôle de la pollution industrielle (Annaba)

- *Projet avec le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM):* (développement durable du littoral algérien).

*** Organismes Internationaux Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE)**

Organismes Internationaux pour l'environnement

- **FME** : Fonds pour l'Environnement Mondial
- **PAM** : Plan d'Action pour la Méditerranée
- **AIO** : Association Internationale pour la Méditerranée
- **METAP** : Programme d'Assistance Technique pour l'Environnement en Méditerranée
- **CLEI** : Centre de Liaison pour l'Environnement International (basé à Nairobi)
- **RAED** : Réseau Arabe pour l'Environnement International (Basé au Caire)

Organe créé en 1972 par l'Assemblée générale des Nations unies en vue de favoriser la coopération internationale en matière d'environnement.

Son rôle comprend la surveillance constante de l'environnement, l'analyse des tendances, le recueil et la diffusion d'information, l'adoption de mesures environnementales adaptées et la garantie de la compatibilité des projets avec les priorités des pays en voie de développement.

Le PNUE a lancé des projets relatifs aux problèmes suivants : la couche d'ozone, le climat, le transport et l'enlèvement des déchets, l'environnement maritime, les réseaux hydrographiques, l'érosion des sols, la déforestation, la biodiversité, l'environnement urbain, le développement durable, la conservation de l'énergie, l'habitat et les problèmes démographiques, la santé, les produits chimiques toxiques, le droit de l'environnement et l'éducation. Ses activités sont financées par le budget général de l'ONU et par les contributions des membres.

Le PNUE travaille en étroite coopération avec d'autres organes de l'ONU, en particulier l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est également lié à plus de six mille organisations non gouvernementales spécialisées dans l'environnement. Le siège de l'organisation est à Nairobi, au Kenya.

1972 : Conférence de Stockholm ; la sauvegarde des ressources naturelles de la Terre doit faire l'objet d'une programmation et d'une gestion appropriées et vigilantes, tandis que la capacité de la Terre à produire des ressources vitales renouvelables doit être conservée et améliorée.

1983 : Commission et Rapport Brundtland ; l'Assemblée générale des Nations unies décide d'instituer une Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland, du nom de sa présidente Madame Gro Harlem Brundtland) chargée de trouver une solution au problème de la satisfaction des besoins primaires d'une population mondiale en accroissement constant.

En 1987, la commission Brundtland rend un rapport intitulé « Notre avenir à tous », plus connu sous l'appellation de « rapport Brundtland », qui fournit une définition du développement durable : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

1992 : Conférence de Rio et Agenda 21 ; se tient à Rio de Janeiro (Brésil) la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Cnued), appelée Sommet de la Terre ou encore Conférence de Rio, qui réunit les représentants de 172 pays diverses organisations gouvernementales et quelque 2 400 représentants d'organisations

non gouvernementales (ONG). Une série de conventions sur des questions environnementales spécifiques (changement climatique, biodiversité et protection des forêts), dans laquelle sont énoncées des directives pour la mise en place de politiques économiques plus équilibrées.

1992 : création de la Commission du Développement Durable : Créée selon les recommandations de la conférence de Rio, une Commission du développement durable (CDD) est chargée, dans le cadre du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc), de suivre l'état d'avancement de l'application des engagements figurant dans l'Agenda 21,

Décembre 1997 : Conférence et Protocole de Kyoto, Ce protocole engage les pays industrialisés et les pays en transition à réduire, à l'horizon 2008-2012, de 5,2 % les émissions des principaux gaz à effet de serre.

En Juin 1997 à New York, l'Assemblée générale des Nations unies tirant le bilan de la mise en œuvre de l'Agenda 21, fait un constat d'échec. Les chefs d'États ne s'entendent pas sur une déclaration politique commune

Aout 2002 Sommet mondial du développement durable : à Johannesburg en Afrique du Sud, le dixième anniversaire du Sommet de la Terre tenu à Rio, devrait permettre d'insuffler une nouvelle dynamique à l'engagement mondial en faveur du développement durable.

Conclusion

- Le nombre important de textes promulgués montre que l'Algérie est l'un des pays les plus actifs en matière de législation de l'environnement.
- Pourtant la situation environnementale est inquiétante, les ressources naturelles continuant à se dégrader en raison :
 - du non conformité des textes d'application avec la loi-cadre
 - des conflits de compétences existant dans les institutions chargées de l'environnement.
 - Du manque de ressources, de moyens financiers
 - de l'insuffisance en matière de formation des agents affectés à cette mission